

Jean-Pierre Audy  
député européen  
président de la délégation française du parti populaire européen (PPE)

à

Guy Verhofstadt  
député européen  
président du groupe de l'alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe (ALDE)  
ancien Premier ministre du Royaume de Belgique

Paris, le lundi 15 février 2010

Monsieur le Premier ministre et cher collègue,

dans le journal Le Monde daté du 12 février dernier, vous avez publié une tribune intitulée "*Il y a quelque chose de pourri en République française*" dans laquelle, d'une manière désobligeante vis-à-vis du gouvernement français, vous critiquez le débat organisé en France sur l'identité nationale.

Je m'étonne qu'une personnalité de votre niveau puisse tout à la fois s'immiscer dans un débat qui relève de la seule souveraineté du peuple français et se tromper à ce point sur l'utilité de telles démarches au moment où les grands bouleversements planétaires affectent toutes les civilisations du monde y compris sur notre continent européen.

Je vous vois régulièrement intervenir dans l'hémicycle du parlement européen en votre qualité de président du groupe de l'alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe (ALDE) et j'apprécie souvent vos idées libérales et vos convictions européennes mais je ne peux m'empêcher de vous exprimer mon immense déception à votre endroit car je considère que vous avez eu un comportement désobligeant vis-à-vis de la France notamment lorsque vous utilisez, vis-à-vis de la République française, des mots d'une violence inouïe qui sont quasi-insultants.

Je ne crois pas que ce soient de bonnes pratiques politiques qu'un ancien Premier ministre d'un Etat de l'Union européenne insulte un gouvernement d'un autre Etat-membre légitimement choisi qui assume loyalement la volonté du peuple français incarné par le président de la République française. Les faits que vous soyez député européen et président d'un groupe politique ne vous donnent pas de légitimité pour vous immiscer d'une telle manière dans la vie politique nationale d'un Etat-membre.

Avez-vous imaginé ce que pourrait ressentir le peuple belge si un haut responsable politique français, allemand, britannique, néerlandais ou d'une autre nationalité européenne s'immisçait dans des débats éventuels sur l'identité nationale du Royaume de Belgique ?

Si j'ai bien compris le sens de votre conviction, vous craignez que le développement des identités nationales soit un obstacle à la construction européenne.

Je partage tout à fait votre point de vue sur les aspects néfastes des excès du nationalisme qui ont toujours été à l'origine de nombreux désordres idéologiques, politiques et militaires en Europe.

Mais, contrairement à vous, j'ai la conviction que l'identité nationale des Etats membres, loin d'être une menace, est une force pour le bien être des peuples qui composent l'Union.

L'Union européenne ne peut se fonder, au stade actuel de sa construction, que sur des Etats forts. Ce serait, à mes yeux, une erreur politique capitale que de croire que nous fonderons l'Union européenne sur la faiblesse de ses Etats membres. L'identité nationale n'est pas la négation de l'idée fondatrice de l'Union : elle est, au contraire et par le fait qu'elle est une composante des nations, un élément capital du socle sur lequel nous construisons l'union par la mise en commun de moyens.

La vérité, c'est que nous ne travaillons pas assez, au niveau de tous les groupes politiques européens, sur la « *citoyenneté européenne* ».

Nous ne construirons pas la citoyenneté européenne contre la citoyenneté nationale basée sur la nationalité dont l'identité nationale est une des composantes majeures. Nous construirons la citoyenneté européenne en nous appuyant sur les citoyennetés nationales.

Nous partageons, vous et moi, l'idéal ultime d'une fédération européenne d'Etats ayant des liens sans cesse plus étroits. Mais nous divergeons sur la vitesse pour y arriver et sur le chemin à emprunter.

Comment se fait-il qu'une personne ayant exercé de si hautes responsabilités politiques et mettant en avant, dans le nom de votre groupe politique le mot « *démocratie* » puisse être politiquement aveugle au point de ne pas ressentir la très grande réticence des peuples vis-à-vis de la construction européenne ?

Or, à ce stade de la construction européenne et ne vous en déplaise, les citoyens sont majoritairement et fondamentalement attachés à leur nation dans un contexte où l'Union européenne, tout en démontrant son utilité, n'apporte pas la preuve de sa capacité à conduire le destin des peuples.

Je vous remercie d'avoir accepté une rencontre afin que nous échangions sur ce sujet sur la base de la grande estime que je porte au mouvement libéral que vous représentez au parlement européen et au respect que je dois à votre personne à raison des hautes fonctions que vous avez exercées au service du Royaume de Belgique et de celles que vous assumez aujourd'hui.

Je vous prie de croire, monsieur le Premier ministre et cher collègue, à ma considération.

*En confiance*  
